

A N N A L E S  
**BRETAGNE**  
PAYS DE L'OUEST

## Annales de Bretagne et des Pays de l'Ouest

Anjou. Maine. Poitou-Charente. Touraine

111-1 | 2004  
Varia

---

### La plume et l'argent

César de Renouard, magistrat et financier nantais (1603-1675)

Vincent Gallais

---



#### Édition électronique

URL : <http://journals.openedition.org/abpo/1301>

DOI : 10.4000/abpo.1301

ISBN : 978-2-7535-1493-5

ISSN : 2108-6443

#### Éditeur

Presses universitaires de Rennes

#### Édition imprimée

Date de publication : 20 mars 2004

Pagination : 47-63

ISBN : 978-2-86847-976-1

ISSN : 0399-0826

#### Référence électronique

Vincent Gallais, « La plume et l'argent », *Annales de Bretagne et des Pays de l'Ouest* [En ligne], 111-1 | 2004, mis en ligne le 20 mars 2006, consulté le 02 mai 2019. URL : <http://journals.openedition.org/abpo/1301> ; DOI : 10.4000/abpo.1301

---

# La plume et l'argent

## César de Renouard, magistrat et financier nantais (1603-1675)

Vincent GALLAIS  
Doctorant  
CRHMA – Université de Nantes

« *Sperat ad astra* » n'est pas le titre d'un traité de l'ambition à l'usage des zélateurs d'Icare mais la devise d'une famille bretonne et d'un magistrat nantais du Grand Siècle : César de Renouard de Drouges. Afin de fixer les différentes touches de son portrait, plusieurs étapes s'imposent. En premier lieu, l'approche de son univers social permet à la fois de rappeler les origines de son lignage, d'aborder les destins de ses proches parents et également de connaître les attentes de la communauté d'intérêts qui l'environne. C'est dans ce cadre qu'il faut suivre sa trajectoire qui conduit au cœur du système juridico-financier breton du XVII<sup>e</sup> siècle tant dans sa composante humaine qu'institutionnelle. Enfin, l'appréciation de sa réussite de notable possédant passe par l'examen des éléments de son style de vie.

### Un milieu : justice et finance

César de Renouard est né vers 1603<sup>1</sup> ; sa famille originaire de Gascogne et installée au XVI<sup>e</sup> siècle dans la cité ligérienne s'intègre rapidement au monde des magistrats de la province<sup>2</sup>. Guy de Renouard, sieur de L'Onglée exerce les fonctions de secrétaire en la chancellerie jusqu'en 1576. Puis, son fils Guy, sieur de Rivière, lui succède pendant quatre années avant de faire son entrée à la chambre des comptes, d'abord comme secrétaire auditeur puis, à partir de 1586 au poste de maître aux comptes qu'il conserve jusqu'en 1632, date à laquelle il y renonce en faveur de son aîné César. Par ailleurs, la noblesse du lignage est assise par la délivrance, le 8 juin 1607, de lettres royales d'anoblissement ; Henri IV entend ainsi récompenser la

---

1. Arch. mun. de Rennes, paroisse de Saint-Germain, son baptême est enregistré le 15 décembre 1611.

2. KERVILER, René, *Répertoire de bio-bibliographie bretonne*, Rennes, 1886-1908, tome XI, p. 293-294, notice consacrée aux Renouard.

fidélité de Guy de Renouard pendant l'intermède ligueur et sa défiance à l'égard des activités séditeuses du duc de Mercœur, gouverneur de Bretagne, entre 1589 et la signature de l'édit de Nantes<sup>3</sup>.

Par ailleurs, l'immersion de cet officier comptable dans la sphère judiciaire bretonne est confirmée par son second mariage en 1602 avec Françoise Becdelièvre, fille de François Becdelièvre du Bouexic et de La Famelaye, doyen des conseillers du parlement de Rennes. Après César, trois autres enfants naissent de cette union. Le 24 juin 1605 ou 1607, à Nantes ou à Rennes, naît Jean-Jacques qu'un riche et brillant parcours conduira au sommet de la hiérarchie juridictionnelle. En 1633, il débute comme conseiller au parlement de Bretagne qu'il quitte après quelques semaines pour une charge équivalente à Paris. Puis, il est reçu le 28 février 1636 aux fonctions de maître des requêtes de l'hôtel du roi et peu après fait son entrée au conseil d'État et privé dont il devient le doyen en y siégeant pendant cinquante-cinq ans. Il est un proche conseiller des cardinaux ministres promoteurs de l'État monarchique qui lui confient des missions d'enquête et d'intervention administrative et financière, notamment dans l'Orléanais ; il participe à la constitution d'une nouvelle classe d'administrateurs, celle des intendants. D'ailleurs, en guise d'encouragement ou de récompense, sa terre de Villayer est érigée en comté dès 1655. En 1659, la faveur royale salue de nouveau ses mérites en lui accordant une place sous la coupole de l'Académie Française en remplacement du ministre Abel Servien. Le 5 mars 1691, il meurt à Paris et son corps est déposé en la chapelle du noviciat des jésuites du faubourg Saint-Germain. En 1636, il s'est marié avec Marthe de Neufbourg, fille de Claude, correcteur en la chambre des comptes de Paris<sup>4</sup>. Quant au troisième fils, Renaud, il a d'abord entamé une carrière dans les armes aux côtés du maréchal de Toiras pour finalement suivre ses frères dans la magistrature en s'installant au parlement de Metz<sup>5</sup>. Enfin, leur sœur Marguerite contribue aussi, à sa manière, au renforcement de l'ancrage du lignage dans la Robe rennaise en épousant en 1616 Paul Hay du Châtelet, conseiller puis avocat général au parlement de Bretagne

3. *Ibid.*, p. 293-294, la chambre de réformation retient que les Renouard jouissent d'une noblesse de simple extraction par deux arrêts donnés les 15 décembre 1668 et 21 mars 1669.

4. Arch. nat., minutier central, étude LI, liasse 182, contrat conclu au manoir de Drouges le 23 décembre 1636 ; l'épouse apporte une dot de 100 000 livres. Parmi les témoins, figurent le comte de Bullion, conducteur des ambassadeurs de Sa Majesté et conseiller d'État, les parents et amis du marié : Bertrand du Guesclin, conseiller au parlement de Bretagne, René du Guesclin, conseiller au grand conseil, Etienne Foulé, maître des requêtes, Guy Carré, conseiller d'État et Joseph Charlot, conseiller au châtelet de Paris et premier échevin de la capitale. De ce mariage est issu un fils : Jean-Jacques, né à Paris le 11 octobre 1638 et décédé dans la même ville le 13 février 1692, conseiller au parlement de Metz puis de Rennes, qui épouse Michèle Lucrèce Chapel, fille d'un avocat au parlement de Paris. Il est inhumé à Rennes dans son enfeu de la chapelle Saint-Charles du couvent des Cordeliers.

5. KERVILIER, René, *La Bretagne à l'Académie Française au XVII<sup>e</sup> siècle*, Paris/Bruxelles, 1879, p. 442.

en 1618, agent de Louis XIII et de Richelieu en province, à la cour et à l'étranger. On lui doit un projet de règlement de l'Académie Française dont il fut l'un des membres fondateurs en 1635<sup>6</sup>. Malgré le décès précoce de madame Hay, survenu dès 1619, César de Renouard continue d'entretenir des relations permanentes avec cette « créature » de *l'homme rouge*. Le lignage met en œuvre une stratégie de reconnaissance sociale interne au monde des offices, à la fois locale et nationale. À la captation des charges provinciales adossée à une endogamie protectrice et avantageuse succède un positionnement dans les contre-allées du Conseil.

En épousant Isabelle Poullain, le 31 mai 1635, César de Renouard pénètre dans l'univers de la finance bretonne qu'il va, après un long temps d'apprentissage, finir par dominer<sup>7</sup>. Ainsi, il est accueilli dans une dynastie nantaise dynamique et puissante tant dans les cadres politique, judiciaire moyen et marchand que fisco-financier<sup>8</sup>. Dans ce dernier domaine, les Poullain de Gesvres ont pris la tête de la trésorerie des États provinciaux en 1609 avec la promotion de Michel Poullain, maire de Nantes, indéfectible soutien financier à la monarchie henricienne, qui succède à son beau-père Gabriel Hus de La Bouchetière<sup>9</sup>. En 1634, son fils Bernardin, perpétue la tradition familiale jusqu'à la nomination de son beau-frère, César de Renouard, en 1651<sup>10</sup>. Dans l'album de famille figurent d'autres personnalités éminentes de l'élite locale. L'aînée des filles de Michel Poullain, Catherine, est unie en juillet 1628 à Charles Chauvet, trésorier de l'extraordinaire des guerres en Bretagne, fils de René Chauvet de La Perrière, trésorier de France et maire de Tours, et beau-frère de Yves Fyot, receveur général des finances en Bretagne<sup>11</sup>. De même, en 1643, la cadette, Bonne, prend pour époux un représentant de la principale lignée municipale nan-

6. SAULNIER, Frédéric, *Le Parlement de Bretagne (1554-1790)*, Rennes, 1909, tome II, p. 488-489 : le cardinal l'a remarqué en 1623 lorsqu'il accède au poste de maître des requêtes de l'hôtel du roi et le fait entrer au conseil d'État en 1633 en récompense du soutien qu'il lui apporté dans le conflit avec la reine mère Marie de Médicis. En 1635, il est envoyé comme intendant en Béarn et Navarre; il meurt l'année suivante. Son frère Daniel Hay, abbé de Chambon, siège à ses côtés sur les bancs de l'Académie Française. Sur le détail de son action, voir MOUSNIER, Roland, *L'Homme rouge ou la vie du cardinal de Richelieu (1585-1642)*, Paris, 1992, p. 259, 375, 497-505.

7. Arch. dép. de Loire-Atlantique, 25 J-D, fonds Freslon, Nantes, volume 15, paroisse Saint-Nicolas.

8. SAUPIN, Guy, « Une dynastie municipale nantaise : les Poullain (XVI<sup>e</sup>-XVII<sup>e</sup> siècles) », *Bulletin de la Société Archéologique et Historique de Nantes et de Loire-Atlantique*, tome 131, 1996, p. 167-180, leur ascension est amorcée avec Robert Poullain de Gesvres (1538-1597), marchand, receveur des fouages de Vannes, maire de Nantes, député du tiers aux États de Bretagne et aux États généraux tenus à Blois.

9. Arch. dép. de Loire-Atlantique, 25 J-D, fonds Freslon, Nantes, volume 15, le 15 février 1602, en l'église de Saint-Nicolas de Nantes, Michel Poullain épouse Claude, fille de Gabriel Hus, trésorier général des États depuis 1578, décédé en 1609. Michel Poullain de Gesvres est inhumé en l'église Saint-Nicolas de Nantes le 20 septembre 1637.

10. Bernardin Poullain reste proche du milieu des magistrats par son mariage avec Jeanne, fille de René de Pontual, avocat général à la chambre des comptes de Bretagne.

11. Arch. dép. de Loire-Atlantique, 25 J-D, fonds Freslon, Nantes, volume 15, paroisse Saint-Nicolas, hymen célébré le 11 juillet 1628.

taise de l'Ancien Régime : Jacques Charette de La Rouillonnais, fils de Louis Charette de La Colinière, conseiller au parlement, sénéchal et maire de Nantes<sup>12</sup>.

De la communauté Renouard-Poullain sont nées trois filles que leur père prend un soin particulier à établir dans de convenables maisons bretonnes. Il scelle tout d'abord l'union de Bonne, par contrat passé le 11 février 1657, avec Michel d'Espinoze, baron de Porteric, conseiller au parlement de Bretagne depuis l'année précédente et fils d'un président à la chambre des enquêtes<sup>13</sup>. Puis, le 23 septembre 1660, Anne épouse Claude Freslon de La Freslonnière et de La Touche-Trébry, fils d'un président à mortier au parlement et conseiller d'État<sup>14</sup>. Enfin, le 22 février 1670, est signé à l'hôtel de Renouard le contrat de mariage entre Marthe-Isabelle et Charles-Marie Bonnin de Messignac, comte de Montreneau, jeune lieutenant du roi à Nantes, fils aîné du comte de Chalucet, ancien gouverneur du comté<sup>15</sup>. À cette occasion, la promise reçoit une dot composée de la seigneurie des Fossés à Treillières estimée à 60 000 livres<sup>16</sup>.

Magistrature et finance sont étroitement associées dans le milieu qu'il fréquente et où le déroulement de sa carrière vient affermir sa position.

### Une carrière : la chambre et les comptes

L'étude de son destin individuel d'officier royal est inséparable de celle du système fiscal de prélèvement et de redistribution installé en Bretagne. De la chambre des comptes aux bureaux des gouvernants centraux, le passage par la trésorerie des États apparaît essentiel dans le singulier parcours du magistrat-financier.

Avant de se lancer dans la carrière des offices, il a reçu l'éducation qui sied à un fils de magistrat désireux d'établir sa progéniture dans la bonne société provinciale. Une formation d'*honnête homme* lui est dispensée durant son séjour au collège jésuite de La Flèche. Puis, la pratique de la

---

12. Arch. dép. de Loire-Atlantique, 25 J-D, fonds Freslon, Nantes, volume 15, paroisse de Saint-Denis, mariage célébré le 22 juin 1643.

13. SAULNIER, Frédéric, *op. cit.*, tome I, p. 322 : il est le fils de Michel d'Espinoze et de Jeanne Gazet. Cette famille est originaire d'Espagne et s'est installée à Nantes au xv<sup>e</sup> siècle. Sa noblesse d'extraction est maintenue par la chambre de réformation dans son arrêt du 7 août 1669. Leur mariage est célébré le 23 février 1657.

14. KERVILER, René, *Répertoire de bio-bibliographie bretonne*, Rennes, 1886-1908, tome VII, p. 452-461. Claude Freslon exerce les fonctions de conseiller au parlement à partir de 1662 dont il obtient des lettres d'honorariat en mai 1690. Le 12 octobre 1668, la chambre de réformation valide l'ancienneté de sa noblesse. Enfin, il meurt le 26 novembre 1690 à Rennes où on l'inhume en son enfeu de l'église de Saint-Sauveur.

15. Le marié âgé de trente ans est le petit-fils par sa mère, Urbaine de Maillé, de Charles de Maillé, premier gentilhomme de la chambre de Monsieur, frère du roi.

16. Arch. dép. de Loire-Atlantique, 4E2/1376, César de Renouard se réserve la métairie du Bois-Guyton en échange du versement annuel de 3000 livres au couple. La dot est constituée de biens acquis en 1657 (voir plus bas). Le 4 février 1670, les parents du marié, absents de Nantes, ratifient les conventions matrimoniales.

science juridique et de l'éloquence coutumière lui est enseignée lors de son apprentissage au barreau du parlement de Bretagne sur les bancs de laquelle il coudoie les héritiers des familles parlementaires<sup>17</sup>. Pourvu des lettres de provision de sa charge de maître, délivrées le 7 janvier 1633, César de Renouard se présente à la chambre des comptes de Bretagne dès le 10 février suivant. Dès lors, il est reçu à la place de son père qui a posé pendant ses longues années de service, les jalons d'une ascension sociale, ou de sauvegarde d'un état en sursis, dans l'autre espace, avec le parlement, promoteur de la Robe bretonne.

Les attributions des maîtres sont élargies à toutes les questions sur lesquelles s'étend la compétence de la cour mais on leur reconnaît surtout la tâche de « rapporter » au grand bureau la teneur des actes législatifs (ordonnances, édits, déclarations royales, lettres patentes) ainsi que l'ensemble des documents présentés par le ministère public ou toute autre autorité. Dans la pratique, ils œuvrent souvent de concert avec les présidents qu'ils peuvent même remplacer à la direction des audiences<sup>18</sup>.

En acquérant, peu à peu, la connaissance des méthodes subtiles de la comptabilité publique, le juge Renouard fait figure de technicien d'une administration résolument attachée au contrôle tant judiciaire que fiscal, territorial, social, et même politique. Il exerce ses fonctions jusqu'en 1652 lorsqu'il vend l'office pour 59000 livres à Renaud Le Gouvello de Beaupierre, maître aux comptes, agissant en faveur de Jean Le Gouvello de Rozmeur, demeurant à Auray<sup>19</sup>. Toutefois, l'institution le gratifie de la dignité à vie de maître honoraire. Entre temps, il a pris pied dans l'une des antichambres du pouvoir central comme maître des requêtes ordinaire de la reine.

À son instruction juridique et comptable, il adjoint bientôt une expérience complémentaire en matière de crédit dispensée par son beau-frère Bernardin Poullain qui l'associe aux manipulations des deniers des États comme le sont déjà la plupart des membres du réseau familial<sup>20</sup>. Désormais, il ne se contente plus d'examiner les livres des États mais prend une part active au fonctionnement de sa trésorerie. Dès 1638, il est impliqué dans la gestion des comptes en acceptant, pour la première fois, de participer aux tâches inhérentes à la charge de trésorier. Ses premiers pas dans l'ad-

---

17. Arch. dép. Loire-Atlantique, B 236, enquête professionnelle et morale diligentée par les maîtres Jean Jousselin des Longs-champs et Adrien de Crespy et achevée le 31 janvier 1633; parmi les témoins, s'expriment les jeunes parlementaires Joachim Descartes de Chavagne et Jean du Plessis d'Argentré ainsi que Jacques Paris de La Haye, lieutenant civil et criminel de Nantes.

18. FOURMONT, Henri de, *Histoire de la Chambre des Comptes de Bretagne*, Paris, 1854, p. 391 et suivantes.

19. Arch. dép. de Loire-Atlantique, 4E2/162, acte passé le 18 janvier 1652. En accord avec le vendeur, le règlement est effectué en espèces comme suit : 32000 livres, le 23 mars 1652; 8000 livres, le premier février 1653; 19000 livres, le 20 septembre 1653.

20. Les deux frères du trésorier, Michel Poullain de La Houssais et Jacques Poullain de La Rivière (1624-1687) n'apparaissent pas dans l'énoncé des transactions.

ministration financière des États le mènent dans les études notariales où il trouve auprès de ses contemporains l'argent nécessaire au paiement par avance du don gratuit promis par les Bretons à leur souverain<sup>21</sup>. Ainsi, César de Renouard, mandaté par le trésorier, se lance avec son parent Charles Chauvet, et ses collègues Gabriel de Calloet, avocat général, et René de Pontual, procureur général, dans une course à l'emprunt, sous la forme de rentes constituées et d'obligations, qui semble incessante en raison du rythme des sessions, réunies tous les deux ans, et des exigences croissantes de l'État monarchique. Dans une lettre rédigée en 1645, Bernardin Poullain s'engage envers son émissaire :

« Je promets tenir compte audit sieur de drouges, ensemble des sommes par nous empruntées tant soubz son nom que les nostres [...] et moblige de faire participer ledit sieur de Drouges et luy en faire payement, tant en considération des obligations esquelles il s'est constitué et des assistances qu'il nous a rendues pour faciliter l'exécution de nosdits traictés<sup>22</sup>. »

Leur travail est facilité, ou accéléré, par l'intervention des commis François Suhard, marchand du port, et du banquier Pierre Chesneau des Espinettes. Des sondages opérés dans les volumineuses liasses des tabelions nantais, sans aucunement prétendre à l'exhaustivité, permettent tout de même de découvrir les sources auxquelles s'alimente le réseau<sup>23</sup>. Les officiers de judicature en général et ceux de la chambre des comptes en particulier contribuent de manière très large, tant par le nombre de contrats que par la masse monétaire aux besoins de la caisse bretonne. Dans une moindre mesure, on reçoit aussi les espèces de quelques gens de finances et de marchands<sup>24</sup>. En définitive, les deux premiers ordres de la société sont les moins représentés. Le monde judiciaire, notamment la magistrature, prête ses fonds à des individus jugés dignes de confiance qui parviennent ainsi à distraire, au moins momentanément, des sommes traditionnellement dirigées vers le marché de la terre. Pourtant, il est parfois nécessaire de recourir à un soutien additionnel. En 1646, ils sollicitent le

21. La fixation du montant de la contribution provinciale fait l'objet d'un mode de négociation formel né du régime fiscal particulier qui permet le renforcement du poids de la trésorerie, voir BERENGER, Jean, « Les États de Bretagne au début du XVII<sup>e</sup> siècle », dans BARDET, Jean-Pierre et al. (dir.), *État et société en France aux XVII<sup>e</sup> et XVIII<sup>e</sup> siècles. Mélanges offerts à Yves Durand*, Paris, 2000, p. 75-88.

22. Arch. dép. de Loire-Atlantique, E 1188, lettre adressée à César de Renouard qui l'intitule : « acte par lequel M. de gesvres me promet de me tenir compte des profits des avances faites au Roy et aux estats ».

23. Arch. dép. de Loire-Atlantique, en particulier les études de Pierre Quenille et Gilles Petit dans l'office n° 13. Les sommes varient de 2 400 à 21 000 livres. Parmi les prêteurs, on distingue de grands noms du monde judiciaire nantais comme les Charette ou les Harouys.

24. On peut relever des exceptions notables : le 3 juillet 1645, ils empruntent 120 625 livres au trésorier et receveur général des finances Louis Sanguin du Végron, demeurant à « Saint Germain des prés les Paris », afin d'avancer les 2200 000 livres promises pour le don gratuit des états (Arch. dép. de Loire-Atlantique, E 1188). De même, le 27 mai 1647, ils « s'obligent » envers Jean Le Haste, receveur des décimes, pour un montant de 34 400 livres (Arch. dép. de Loire-Atlantique, 4E2/149).

renfort de Jean Blanchard, conseiller d'État et privé depuis 1619, ancien premier président à la chambre des comptes et premier commissaire du Conseil aux États, qui accepte de cautionner leurs transactions ; toutes les parties sont satisfaites car les débiteurs voient leur autorité renforcée, les prêteurs sont rassurés et surtout l'approvisionnement du trésor royal ne se trouve pas ralenti<sup>25</sup>.

La dispersion des actes et la confusion des comptabilités ne contribuent pas à améliorer la connaissance de ces pratiques. Pourtant, l'exemple du compte rendu par César de Renouard à Bernardin Poullain en septembre 1650 nous éclaire un peu sur la logique qui anime le réseau de crédit<sup>26</sup>. Il dresse le bilan des sommes empruntées aux particuliers et l'état des recettes perçues sur les revenus des États, notamment ceux de la ferme des devoirs, qui sont destinées à rembourser les créanciers. Le magistrat occupe l'emploi d'intermédiaire entre les contractants, les membres du réseau et les agents de l'administration financière des États. Contrats d'engagements mutuels, procurations, obligations solidaires, rescriptions, quittances diverses et reconnaissances de dettes alimentent l'épaisseur d'un dossier ouvert par la nécessité de trouver deux millions de livres : 1 800 000 livres sont payables au trésorier de l'épargne et le solde à la cassette personnelle de la reine régente Anne d'Autriche. Ainsi fonctionne, sous la direction du comptable général de la province, cette structure fondée sur l'alliance des talents et des fonds de juristes universitaires, de grands marchands déguisés en banquiers, d'experts fiscaux et de fermiers d'impôts. Mais le temps de l'initiation se termine et en 1651, César de Renouard prend la place de son beau-frère décédé en charge et inscrit son action dans une certaine continuité avec le concours de son neveu Charles Chauvet du Bouvet, trésorier provincial de l'extraordinaire des guerres<sup>27</sup>.

Outre la recherche d'argent pour exécuter les résolutions des ordres bretons, il échoit également au trésorier d'acquitter les gratifications et autres pensions aux puissantes personnalités de la province. Par exemple, en 1651, il délivre à René Chenu de Clermont, conseiller d'État et gentilhomme ordinaire de la chambre du roi, procureur du prince de Condé, pre-

---

25. Arch. dép. de Loire-Atlantique, 4E2/1705, 1706, 1707 et Vincent GALLAIS, « Robe provinciale, réseaux de crédit et finances royales en Bretagne. Portrait d'un commissaire pourvoyeur dans la première moitié du XVII<sup>e</sup> siècle », dans BAYARD, Françoise (dir.), *Pourvoir les finances en province sous l'Ancien Régime*, Paris, Comité pour l'histoire économique et financière de la France, 2002, p. 175-191.

26. Arch. dép. de Loire-Atlantique, E 1188, archives de la famille de Rosmadec (XVII<sup>e</sup>-XVIII<sup>e</sup> siècle). Procédure intentée devant les parlements de Rennes et Bordeaux par la famille de Pontual contre Bonne Elizabeth d'Espinose, épouse de Sébastien de Rosmadec, marquis de Goulaine, premier gentilhomme de la chambre de Monsieur frère du roi, et héritière de César de Renouard, son aïeul maternel, à propos de créances non honorées et contractées au débit de Bernardin Poullain. L'objet du conflit est de savoir si le mandataire du trésorier des états a diverti des sommes prétendument non inscrites dans ses comptes.

27. Arch. dép. de Loire-Atlantique, 4E2/1600, le 20 février 1669, ils liquident une dette de 7 000 livres contractée en 1637 par les Poullain auprès de la famille de Bruc de La Grée qui reçoit 1 437 livres, 17 sols.



mier prince du sang, 60 000 livres de la part des États<sup>28</sup>. De même, au terme de l'année 1657, Pierre Marotin, secrétaire de César de Bourbon, duc de Vendôme, reçoit 30 000 livres en louis d'argent par les mains du trésorier qui sont à valoir sur les 180 000 livres promises par les États assemblés à Nantes en 1651 pour la « desmollition de ses places fortes et chasteaux<sup>29</sup> ».

Par ailleurs, le trésorier dispose d'un homme lige, François Utesse de La Boissière, qui agit en son nom tant dans les transactions privées que publiques<sup>30</sup>. Ainsi, au début de l'année 1657, les deux individus mettent à plat leurs affaires. Devant notaire, le magistrat reçoit la recette des décimes de Bretagne pour l'année 1655 que son interlocuteur a obtenu des receveurs particuliers des neuf évêchés car « ledit sieur de la boixière ne fait que prester son nom audit sieur de drouges pour la charge de recepveur général des décimes ». De plus, l'« homme de paille » rend ses gages des années 1655 et 1656 au véritable propriétaire. Enfin, César de Renouard lui renouvelle sa confiance par la continuation de l'exercice de cette charge<sup>31</sup>.

Son mandat de trésorier s'achève par démission après seulement six années d'exercice. Concernant la justification de ce départ prématuré, les indices manquent pour déceler le degré réel de libre choix personnel dans la prise de décision et étayer l'hypothèse d'un départ forcé. Pourtant, lors de la session, il a de nouveau défendu le clan Poullain en réclamant 100 000 livres dues aux héritiers de son lointain prédécesseur Gabriel Hus de La Bouchetière. Finalement, le lundi 10 décembre 1657, les trois ordres de la province décident d'allouer au trésorier démissionnaire un « présent de 30 000 livres » pour le remercier de sa fidélité au maniement des deniers des États<sup>32</sup>. Dans la même journée, son remplaçant prête le serment accoutumé devant Gabriel de Beauvau, évêque de Nantes.

Lorsqu'il abandonne son poste, César de Renouard est le dernier représentant du réseau Poullain à la régie financière des États. L'hégémonie nantaise dans les réseaux financiers de Bretagne se poursuit avec Guillaume de Harouys de La Seilleraie (1657-1687) et son successeur René Le Prestre de Lézonnet qui passe en 1700 le relais aux gens d'argent rennais en fournissant un bon exemple de recomposition du réseau de circulation du pouvoir financier et des capitaux en Bretagne<sup>33</sup>.

28. Arch. dép. de Loire-Atlantique, 4E2/159, actes passés les 23 et 24 avril 1651.

29. Arch. dép. de Loire-Atlantique, 4E2/248/2, quittance datée du 4 décembre 1657.

30. François Utesse est l'« homme à tout faire » de Renouard dont il gère les investissements ruraux et urbains. Lui-même est possessionné près de chez son patron, dans la paroisse de Treillières, et à Nantes où il est domicilié « place du Puy Lory ».

31. Arch. dép. de Loire-Atlantique, 4E2/248/1, acte passé le 19 janvier 1657. Le mode de rémunération de François Utesse n'est pas abordé.

32. Arch. dép. de Loire-Atlantique, C 419, registre des délibérations des États de Bretagne.

33. René Le Prestre épouse en 1683 Françoise-Marie, fille de Jacques Michau de Montaran, secrétaire du roi et déjà homme d'affaires des États. Son beau-frère Jean-Jacques Michau, secrétaire du roi et conseiller au grand conseil, lui succède à la trésorerie en 1700 pour un mandat de vingt ans. Le noyau du clan est constitué également par

Au-delà des cercles financiers qui coexistent dans l'espace géographique, social et politique breton, le trésorier entre en contact avec la société des signataires de *traités* ou *partis* qui en échange d'importantes avances obtiennent du gouvernement royal la concession de pans entiers de sa fiscalité.

Les études menées sur ce milieu montrent la collaboration de l'intéressé aux « affaires extraordinaires » du roi comme actionnaire, créancier ou caution, à travers l'établissement de neuf traités conclus entre 1645 et 1658<sup>34</sup>. Ainsi, il prête son nom aux titulaires des fermes fiscales vers lesquels il draine les espèces monétaires ensuite acheminées vers le trésor royal. Comment ne pas s'interroger sur l'origine des flots d'or et d'argent qui s'écoulent sur la table du Conseil ? Quel est le degré exact de participation des notables nantais et bretons dans cette intarissable source de financement des projets monarchiques ? La réponse à ces questions appelle naturellement un examen systématique et minutieux des actes survivants de ces transactions. L'entreprise d'ores et déjà entamée dans les travaux précités demeure toutefois malaisée et hasardeuse en raison de l'obscurité qui enveloppe souvent les sentiers suivis par les fonds. L'imbrication des réseaux et l'intervention intempestive des intermédiaires faussent singulièrement la démarche. Mais en ce domaine, l'action de César de Renouard livre des traces probantes uniquement dans la phase terminale, celle de la conclusion du bail à ferme. En revanche, ses accointances avec les partisans bretons sont établies. En effet, dans le décor de la trésorerie, les relations économiques avec les agents du réseau dirigé par le surintendant Nicolas Fouquet sont fréquentes et probablement quotidiennes. Le cas le plus évocateur est celui de la famille de Bruc qui sert fidèlement le ministre par un usage intensif de son entregent régional et parisien<sup>35</sup>.

César de Renouard fait partie des 214 officiers mis à l'amende (sur 248 condamnés) pour malversation par la chambre de justice réunie par Colbert en 1661 afin d'officialiser une nouvelle banqueroute royale sous couvert de « faire rendre gorge » aux traitants dont en réalité la principale tare réside dans leur appartenance au système mis en place par le déchu Fouquet. Le magistrat est ainsi « taxé » à hauteur de 300 000 livres, magnanimement modérées à 80 000 livres<sup>36</sup>. En tant que pourvoyeur des coffres

---

des alliés de poids comme Barthélemy Ferret, banquier rennais, payeur des gages au parlement et receveur général des finances, les officiers comptables et financiers de la famille Ballet de La Chenardière et Michel de Chamillart, contrôleur général des finances. Enfin, le lien avec Guillaume de Harouys est mis en lumière par le mariage de la fille de son secrétaire et homme de confiance, Nicolas Paulus de Fonteny, avec Jacques Ballet, président à la chambre des comptes de Bretagne.

34. DESSERT, Daniel, *Argent, pouvoir et société au Grand Siècle*, Paris, 1984, p. 680-681 ; BAYARD, Françoise, *Le monde des financiers au XVII<sup>e</sup> siècle (1598-1653)*, Paris, 1988, p. 258-262.

35. GALLAIS, Vincent, « Une famille de serveurs de l'État au XVII<sup>e</sup> siècle, les Bruc de La Grée », *Histoire & Mémoires*, n° 13-14, 2000, p. 27-48.

36. DESSERT, Daniel, « Finances et société au XVII<sup>e</sup> siècle, à propos de la Chambre de justice de 1661 », *Annales Économie, Sociétés, Civilisations*, n° 4, 1974, p. 847-882 : d'autres officiers originaires du comté nantais sont concernés : Jacques Amproux de L'Orme,

royaux, tant par la voie des États que par celle des traités, il sert finalement de courroie de transmission entre Paris et la Bretagne, entre centre ordonnateur et périphérie contribuable.

Jusqu'au terme de sa longue existence, il reste attaché au double visage de son parcours. En effet, l'appartenance de César de Renouard à ce monde bipolaire – justice et finance – se lit aussi dans l'accomplissement de gestes personnels comme ceux qui expriment le sentiment spirituel. Ainsi, le premier mars 1663, il fonde, avec son épouse, au couvent des Cordeliers, quatre messes à basse voix, dont la célébration doit avoir lieu les lundi, mercredi, vendredi et samedi de chaque semaine, entre 10 et 11 heures du matin, à l'autel de Notre-Dame de Pitié. En outre, les religieux leur concèdent un espace, en la même chapelle, pour faire aménager un enfeu « afin d'y estre inhumés<sup>37</sup> ». Aux Temps Modernes, la vie de ce monastère nantais est très liée à celle de son auguste voisine, la chambre des comptes de Bretagne, tant par les rites de l'institution que dans les habitudes sépulcrales de ses membres. De l'ouverture des deux séances annuelles de la cour à la clôture de la dernière demeure de leurs collègues, les magistrats comptables y mènent de régulières processions<sup>38</sup>. Pourtant, César de Renouard est inhumé le 24 septembre 1675 en l'église de Treillières, au nord de Nantes, à proximité de ses fiefs, où il a trouvé refuge en quittant la sphère professionnelle.

### Un patrimoine : le tropisme nantais

Hormis les investissements ponctuels dans les affaires du roi, dont les traces demeurent indicibles, un certain classicisme prévaut dans la composition de la fortune du traitant dont l'axe principal est foncier. À la lumière du montant et du rythme des dépenses, l'exercice de la charge de trésorier des États ainsi que les avances fournies au roi paraissent fort lucratives.

---

intendant des finances et homme de confiance de Servien et Fouquet (2500 000 livres); Claude Chahu, commis de l'épargne, trésorier de France à Paris (200 000 livres); Louis Sanguin, trésorier de France en Bretagne (120 000 livres) et François de Bruc (100 000 livres).

37. Arch. dép. de Loire-Atlantique, H 287, acte convenu moyennant 104 livres de rente à prendre sur les revenus de la seigneurie de Gesvres, rachetable pour 2000 livres par leurs héritiers. On les autorise à posséder un caveau comportant une « voulte sous terre de douze pieds de largeur et quinze pieds de longueur », décoré de leurs armes et écussons (« d'argent à la quintefeuille de gueules ») et clôturé de grilles de fer. La teneur de la fondation est gravée sur une plaque de marbre fixée dans l'oratoire. Pour l'ensemble, ils remettent 1 000 livres à la congrégation.

38. Le couvent est l'un des lieux de sépulture les plus prestigieux de la ville. Son livre des fondations et les registres des décès reflètent l'intérêt des gens de finances et de justice comptable pour la maison des cordeliers. Parmi ceux qui y fondent ou élisent sépulture au <sup>xvii</sup><sup>e</sup> siècle, on remarque des familiers de César de Renouard : Jean Le Haste, receveur général des décimes; Bernardin Poullain; Charles et Michel Chauvet ou encore les familles Descartes, Fyot et Santodomingue. Bonne de Renouard y est inhumée le 13 février 1662 (Arch. dép. de Loire-Atlantique, H 287 et 25 J-D, fonds Freslon, Nantes, volumes 4 et 15).

Sa propriété patronymique de Drouges se situe au sud-est de Rennes et semble être entrée par héritage dans son patrimoine. Dès les prémices de sa carrière, il en porte le nom qu'il emporte jusque dans la tombe. Quant à la seigneurie de Gesvres, sise au nord-ouest de Nantes, à Treillières, il la détient avant le décès de Bernardin Poullain, défunt propriétaire, mais ses modalités d'acquisition nous restent inconnues<sup>39</sup>.

Face à la terre, César de Renouard adopte une stratégie de concentration dans le comté nantais que l'on perçoit en suivant le notable dans les études notariales urbaines. Ainsi, en décembre 1636, le magistrat vend à François Martin de La Bigeotière, la seigneurie de La Chenardière, sise en la paroisse de Retiers, aux abords de Rennes, comportant une maison flanquée de sa chapelle et bordée d'un jardin, une métairie, des communs, des bois et terres portant un fief de haute justice. Le contrat est conclu moyennant la somme de 24000 livres<sup>40</sup>. Le premier juin 1643, il s'accorde par échange avec Mercure Micquael de La Rollandière. Le premier se sépare d'un logis assis dans le faubourg du Bignon-Lestard, à l'ouest de Nantes, appelé « Le Pertuis Morette », accompagné d'un autre petit édifice, « plus neuf » le joignant, entouré d'un jardin, de quelques prés et terres labourables. En retour, il reçoit trois métairies pourvues de terres avec « seillons », vignes et pâtures localisées dans la paroisse de Besné, dans l'Ouest du comté nantais<sup>41</sup>.

En 1657, il renforce son patrimoine foncier qui s'étend dans la paroisse de Treillières; le 8 avril, il achète à Henri Bourdin du Branday, avocat au parlement de Bretagne et syndic de la ville de Rennes, la juridiction des Fossés pour 15000 livres qu'il règle sur-le-champ en espèces<sup>42</sup>. Quelques jours plus tard, le 27 avril, Julien Charette d'Ardenne lui transmet la propriété de la vaste seigneurie des Fossés valant 60000 livres. Il est convenu que le nouveau seigneur, par l'entremise de son homme d'affaires, François Utesse, s'acquittera de cette somme auprès des créanciers du vendeur, tous des possédants nantais, marchands, petits et moyens officiers de judicature dont la liste lui est dûment fournie. Lors de cette entrevue, César de Renouard prend également possession de la métairie du Bois Guyton et de la borderie de La Fontaine Garambaud dépendant de la seigneurie des Fossés au prix de 20000 livres supplémentaires<sup>43</sup>. Pour ce faire, son émissaire verse 12000 livres à Julien Charette et s'engage à payer le restant à ses familiers crédientiers.

---

39. L'éventualité d'un héritage n'est pas à écarter car le trésorier n'a eu qu'un fils décédé dix jours après lui.

40. Arch. dép. de Loire-Atlantique, 4E2/332, acte passé le 21 décembre 1636; outre les 2000 livres versées de suite en or, l'acquéreur devra régler 14000 livres à la Saint-Jean-Baptiste et le solde dans les six mois suivants.

41. Arch. dép. de Loire-Atlantique, 4E2/141/2, il s'agit des domaines de La Morandais, de La Nicolais et de La Jaunais situés en lisère du marais de Brière.

42. Arch. dép. de Loire-Atlantique, 4E2/1203, Henri Bourdin la tient de Jean de Francheville depuis le 24 septembre précédent.

43. Arch. dép. de Loire-Atlantique, 4E2/1203, Julien Charette possède l'ensemble depuis le 17 avril seulement, date de l'échange fait avec Jean Bourdin du Branday, auditeur à la chambre des comptes et procureur de Henri Bourdin du Branday.

Dans la même localité, il possède aussi la seigneurie de Gesvres. Le 19 septembre 1662, l'entretien de l'écrin de verdure qui ceint cette noble demeure est confié pour sept ans au jardinier Mathurin Delesbaupin dit « L'Espine ». À compter du premier octobre, il se charge « d'entretenir le grand et le petit jardin du lieu [...] tant pour les plantz que pour toutes sortes de légumes qu'il ensemencera dans toutes les saisons dans lesdits jardins de manière que toute la terre desdits jardins soit toujours travaillée ». Pour cela, il fournit lui-même les semences et bénéficie des bœufs de labour du domaine ainsi que des fumiers des écuries de la basse cour pour fertiliser le sol. Quant aux outils, on lui octroie uniquement deux « arouzouers de cuisine » et deux « perres de cizeaux ». De plus, le preneur doit tailler les arbres, espaliers, palissades et buis sans oublier les bordures des allées qui doivent toujours être nettes. Les arbres fruitiers – poiriers, pêchers, pruniers, cerisiers, abricotiers – font l'objet d'une attention particulière de la part du bailleur et notamment les orangers et citronniers dont les caisses sont remplacées à ses frais. Au moment de la récolte, le jardinier peut profiter des productions mais seulement après que le garde-manger, urbain et rural, du seigneur ait été approvisionné. Mais cette clause ne joue pas pour les artichauts, asperges, fraises, framboises et « cassille » dont César de Renouard se réserve la totalité. En guise de rétribution, il lui est promis 200 livres annuelles payables par trimestre, 10 setiers de farine de seigle – soit deux setiers et demi par trimestre –, du bois de chauffage en plus de la jouissance d'une « chambre basse, une au-dessus, un celier et une stable » dans la basse cour. Par ailleurs, le seigneur accorde au jardinier la permission de labourer et ensemencer ce qu'il voudra dans le grand verger, sur un périmètre cependant conventionnellement limité, où sont les pommiers hors l'enclos du jardin, la possibilité d'élever deux vaches « nourries de vert » et l'usage du four domanial<sup>44</sup>.

César de Renouard conduit également ses deniers sur le marché immobilier nantais. Entre 1654 et 1657, le dépositaire des fonds des États provinciaux investit dans l'achat et l'aménagement de bâtiments, à vocation locative ou résidentielle, dans le quartier de l'hôtel de ville où se rassemble le milieu robin. Les « marchés » se succèdent et les transactions sont en partie assurées par l'intermédiaire du dévoué commis François Utesse. Le 13 juillet 1653, il achète à Toussainte Simon, veuve de Guillaume Baudoin de Colleven, et à leur fils François Baudoin, maître ordinaire de l'hôtel du roi et capitaine exempt des gardes du corps du roi, un logis situé Grande rue dans la paroisse de Saint-Denis moyennant 7 000 livres. Deux jours après cette transaction, il échange sa récente acquisition contre un édifice assis rue de Verdun, « fort caduc et ruisneux », appartenant au chapitre de l'église collégiale de Notre-Dame de Nantes<sup>45</sup>. L'état du bien acquis, conjugué au

44. Arch. dép. de Loire-Atlantique, 4E2/1214, le contrat est établi sur la base d'un document écrit par César de Renouard qui recense les obligations et droits du preneur. Ce dernier reçoit deux louis d'or valant 22 livres dès la signature du bail.

45. Arch. dép. de Loire-Atlantique, G 315, la bâtisse se situait dans l'actuelle rue de La Commune.

goût et à l'ambition du propriétaire, entraîne la conclusion de contrat de rénovation et de démolition.

Ainsi, à l'aube de 1654, un marché de destruction est signé avec les deux charpentiers Nicolas de Ramé et Jean Boudaud. On prévoit de « desmollir et oster toutte la cherpante du logis ». Les bois sont à conserver dans le jardin, derrière l'édifice, sauf les poutres à déposer à la cave ; les artisans doivent se garder d'emporter quoi que ce soit. Dès ce jour, le chantier est ouvert pour ne s'arrêter qu'à l'achèvement complet de la tâche<sup>46</sup>. Leur travail se fait en coordination avec l'intervention des maçons qui suivent. Le même jour, l'engagement est pris par les maçons Jean Merlet, Jean Robin, Étienne Pyberne, Jean Benoist, Benoît Trichet, Mathurin Hervois et Lucas Idays de « desmollir toutes les murailles et terrasses avec desmollition du logis [...] jusque dans les fondemants des murailles » à l'exception du pavillon donnant sur la rue, de la galerie et du pignon de côté orienté vers le logis<sup>47</sup>. Cependant, les pierres de tuffeau et autres parements de grison doivent être entreposés dans les lieux indiqués par l'architecte Pierre Corbineau, qui fixe les étapes et contrôle le travail, en vue de les réutiliser dans l'édification d'une nouvelle demeure<sup>48</sup>.

Au mois de février, Julien Lededec, « chartier », est contacté pour le transport du sable et de pierres de toutes sortes destinés à la construction du nouveau logis grâce à l'usage « d'ung tombereau aveq roues et deux ou trois chevaux pour le tirer » depuis le Port Maillard ou le quai d'Indre jusqu'à la rue de Verdun<sup>49</sup>. Le contrat entre en application dès la première semaine du Carême prochain jusqu'à la Toussaint. Quant au déroulement des manœuvres, il est placé sous la houlette de l'architecte qui est le plus à même de choisir et d'indiquer l'endroit « le plus comode » où ranger les matériaux. À l'automne, l'agencement du bâtiment neuf est amorcé par la commande de serrures, ferrures, loquets, targettes et autres fiches pour les portes, fenêtres et placards de la nouvelle résidence. César de Renouard s'entend avec son voisin le maître serrurier Jean Peignet auquel il confie le soin de lui pourvoir tous ces éléments de « fert bon et loyal<sup>50</sup> ». De même,

---

46. Arch. dép. de Loire-Atlantique, 4E2/170, acte passé le 22 janvier 1654 par François Utesse moyennant 73 livres payables en fin de besogne.

47. Arch. dép. de Loire-Atlantique, 4E2/170, François Utesse s'accorde avec eux pour 260 livres payables par tiers au fur et à mesure de l'avancement du travail.

48. KERVILER, René, *op. cit.*, tome V, p. 232-233, Pierre Corbineau, fils de l'architecte nantais Jacques Corbineau mort en 1634, contribue à la construction du parlement de Rennes et fut maître d'œuvre pour la reconstruction des tours de la cathédrale de cette ville. De plus, il y éleva le retable de Piré et les deux autels latéraux de Brie avec son fils Gilles qui fut architecte de la ville de Nantes à partir de 1655.

49. Arch. dép. de Loire-Atlantique, 4E2/170, acte conclu le 13 février 1654 par François Utesse moyennant 10 sols par charretée. Le tarif est susceptible de varier suivant les quantités véhiculées ; on lui demande d'être régulier afin que les ouvriers ne manquent jamais de matières.

50. Arch. dép. de Loire-Atlantique, 4E2/172, acte passé le 20 septembre 1654. La rémunération obéit à une classification stricte des objets façonnés : pour chaque livre de fer et gros œuvre, quatre sols ; pour chaque vergette, six sols ; pour chaque pièce de fiche,

le 24 septembre, on s'adresse au menuisier Rémi Lahier afin qu'il livre neuf portes et vingt-neuf croisées fabriquées en chêne selon les instructions précises du commanditaire<sup>51</sup>.

Pour finir, quatre jours plus tard, un ultime engagement est passé par Jean Boudaud, maître charpentier. Le commanditaire demande à l'artisan de bâtir « le comble de la cherpante » du logis et d'y travailler de manière très précise comme le reflète le contenu de l'acte émaillé de détails et recommandations techniques. De plus, au-dessus de l'escalier principal, il doit agencer une charpente en forme de « voulte en cul de four bien assemblée et liaisonnée affin qu'on la puisse lembrisser et paindre ». Pour faciliter la circulation entre les différents corps de la demeure et améliorer la desserte des pièces, il lui est demandé de construire deux escaliers supplémentaires. Enfin, la réfection des planchers des étages figure aussi au programme des travaux. César de Renouard promet de trouver le bois nécessaire que le charpentier doit néanmoins faire abattre, excavé et transporté à ses dépens. Il en coûte 3000 livres au magistrat financier<sup>52</sup>.

Par ailleurs, le 12 décembre 1656, le magistrat achète à Jacques Edevin du Plessis-Bouchet et à sa compagne, Anne de Beauchesne, un vaste édifice également situé rue de Verdun, joignant la cour du « grand logis » de l'acquéreur, moyennant 12000 livres dont 1000 livres de suite et la différence « dans le plus bref temps que faire ce pourra »<sup>53</sup>. Avec la conclusion de cette cession s'éteint le procès pendant au présidial de Nantes qui oppose les deux voisins à propos du mauvais état de la bâtisse en question ainsi que de la « caducité » des écuries et de la muraille mitoyenne, principal objet de plainte de l'investisseur. D'ailleurs, le nouveau propriétaire annonce aussitôt son intention d'y remédier en faisant rebâtir « de neuf » les espaces incriminés et procéder à des agrandissements. Il est vraisemblable comme nous l'enseigne l'historiographie locale que la conduite des travaux fut confiée à l'architecte et sculpteur nantais Jacques Malherbe<sup>54</sup>.

cinq sols ; pour chaque loquet portier avec la garniture, 18 sols ; pour les clous, cinq sols ; pour chaque patte pour tenir les croisées, 2 sols et 6 deniers ; pour chaque pied des verges de vitres, 2 sols trois deniers... dont le versement se fait au fur et à mesure. En outre, le client se réserve la possibilité de lui donner du « vieux fert » que l'artisan est obligé de transformer.

51. Arch. dép. de Loire-Atlantique, 4E2/172, il est prévu que soient posées trois portes de huit pieds de haut et quatre pieds de large et six autres de sept pieds de haut et trois pieds et demi de large. Quant aux croisées, dix-neuf doivent mesurer huit pieds et demi de hauteur et quatre pieds de largeur et les dix autres neuf pieds et demi de hauteur et quatre pieds de largeur. La livraison doit intervenir à la Saint-Jean-Baptiste moyennant 250 livres pour les portes et 900 livres pour les châssis des fenêtres dont 400 livres de suite plus une pistole de denier à Dieu.

52. Arch. dép. de Loire-Atlantique, 4E2/172, César de Renouard lui verse 400 livres d'avance, le solde doit être délivré en fin de besogne.

53. Arch. dép. de Loire-Atlantique, 4E2/180, César de Renouard s'acquitte en partie de sa dette le 21 juillet 1657 à hauteur de 7000 livres.

54. L'hôtel de Renouard plus connu sous l'appellation « hôtel de Rosmadec » (du nom des héritiers du magistrat) fut acheté par la municipalité en 1923 et intégré dans l'hôtel de ville actuel. Sur cette question, voir BERRANGER, Henri de, *Évocation du vieux Nantes*,



Dans les semaines qui suivent, il met à exécution le programme de réaménagement intérieur, notamment en demandant aux peintres Charles Morineau et Mathurin Desjardins d'assurer la décoration d'une pièce d'apparat située au premier étage, au-dessus de la petite salle, qui est appelée « la chambre de madame de Drouges ». Les artisans ont pour mission d'apposer sur les poutres du plafond, ainsi que sur une ceinture murale, des frises où alternent roses aux boutons rehaussés d'or, fruits de même aspect et entrelacs peints « a huile et bonnes coulleurs<sup>55</sup> ».

Quant au bâtiment contigu, il semble avoir été loué dès son achèvement. Ainsi, par exemple, le 2 juin 1664, un bail de cinq ans est convenu avec Claude Mesmin du Pont de Sillé et son épouse Thérèse Coupperie, qui le représente, moyennant une redevance annuelle de 350 livres. Par la suite, un nouveau bail est conclu, aux mêmes conditions, le 19 juin 1669, avec Abraham Jureur, maître pâtissier<sup>56</sup>.

Finalement, vers 1660, le couple s'installe dans son hôtel récemment livré<sup>57</sup>. Ce secteur de la cité, situé au carrefour des lieux de pouvoir – mairie, présidial-sénéchaussée, chambre des comptes – abrite bon nombre d'officiers supérieurs ayant autorité dans ces cours et au parlement rennais<sup>58</sup>.

Dans la fortune de César de Renouard, prennent également place les valeurs mobilières, en particulier l'acte souverain du crédit : la rente constituée. Toutefois, son existence ne répond pas obligatoirement à une recherche de profit mais peut aussi apporter une réponse à un problème ponctuel, celui d'un débiteur, plus ou moins proche, en mal de liquidités et en quête de soutien. De plus, l'identité des redevables éclaire encore le reflet de la notabilité du personnage. En effet, la forme des contours de l'aire

---

Paris, 1966, p. 133-135 et GRANGES DE SURGERES, Anatole, *Les artistes nantais... du Moyen Âge à la Révolution*, Nantes, 1898, p. 325-326. Ces auteurs font débiter les travaux dès 1653.

55. Arch. dép. de Loire-Atlantique, 4E2/248/1, acte passé le 21 février 1657. La rétribution montant à 370 livres est payée ainsi : le quart de suite, un autre quart à mi-besogne et le reste selon l'avancée des travaux qui débutent le lundi suivant. Dès le 9 décembre 1655, Isabelle Poullain commande au brodeur Pierre Dunes « un lict garny de ses rideaux et pants » et six garnitures de fauteuil assorties pour lesquels elle lui fournit du drap de Hollande, de la laine, de la soie et du faux argent pour la bordure. La facture se monte à 450 livres (Arch. dép. de Loire-Atlantique, 4E2/177, paiement définitif effectué le 25 septembre 1656).

56. Arch. dép. de Loire-Atlantique, 4E2/1217, le bail débute à la Saint-Jean-Baptiste suivante et le loyer est payable par demi-année ; 4E2/1227, bail d'une durée de quatre ans.

57. En 1635, César de Renouard a quitté le domicile de son père, résidant paroisse de Saint-Laurent, dans une maison appartenant à l'archidiaconé, pour emménager dans un logis de la paroisse de Saint-Léonard baillé 240 livres annuelles par Jean Le Haste, receveur général des décimes du diocèse de Nantes (Arch. dép. de Loire-Atlantique, 4E2/135/1, le 14 avril 1640). La famille réside encore à cette même adresse en 1657.

58. Arch. dép. de Loire-Atlantique, B 1900, papier terrier de la barre royale de Nantes (1679). Plusieurs lignées de la magistrature nantaise ont installé leurs hôtels dans les environs de la « maison commune » : les Blanchard de La Musse (rue de Verdun) ; les d'Espinoze (rue Saint-Vincent) ; les Bidé de La Botinière (rue de Beausoleil) ; les Pontual (rue de Beausoleil) et les Becdelièvre de La Busnelais (rue de Briord, hôtel de La Papotière).



débirentière confirme sa proximité et son intégration aussi bien dans le monde judiciaire et administratif que nobiliaire breton. Ainsi, le 17 octobre 1654, René de Pontual, président à la chambre des comptes et conseiller d'État, et son associé Jean du Breuil du Plessis de Raits, gouverneur et lieutenant du roi à Dinan, lui consentent une rente annuelle de 1 333 livres<sup>59</sup>.

De même, le 26 novembre 1654, François Utesse avance en son nom 6 000 livres à Gabriel de Machecoul, marquis de Vieilleville, baron de Mortagne, et à son épouse Renée d'Avaugour. En septembre 1657, par impatience ou en raison d'un besoin conjoncturel, il cède la créance à François Lebreton des Blotereaux<sup>60</sup>. Ces représentants de l'élite du second ordre local s'adressent de nouveau à lui, pendant l'été 1656, par l'emprunt de 7 500 livres, délivrées à son procureur spécial René de La Chesnais, avocat à la cour ; comme précédemment, le créancier transmet le crédit à un autre notable urbain, Charles Moricaud du Vinier, ancien échevin de Nantes, en avril 1659<sup>61</sup>. Enfin, le 2 juin 1657, « haut et puissant » René de Cambout, marquis de Carheil, Jean Gabard de La Moricière ainsi que François Guillon du Fouyard, procureur au présidial de Nantes, reçoivent de César de Renouard la somme de 12 800 livres soumise à l'acquittement annuel d'une rente de 800 livres qu'il revend moins d'un an plus tard à Olivier Cassard du Broussay<sup>62</sup>. En irriguant de ses liquidités personnelles la bonne société nantaise, il conforte une notabilité largement affichée par les privilèges de la puissance publique et de la propriété qui sont les attributs fondamentaux de la considération sociale<sup>63</sup>.

•

Dans sa course astrale, ce notable provincial, issu du matriciel robin, nous offre le modèle d'un financier secondaire dûment intégré dans les circuits de financement de l'action monarchique qui accompagne la croissance de l'État administratif au XVII<sup>e</sup> siècle<sup>64</sup>. Ainsi, une nouvelle illustration de l'implication des élites, notamment judiciaires, dans le monde protéiforme des bailleurs de fonds de la monarchie s'ajoute aux recherches qui ont d'ores et déjà gommé de manière définitive l'image caricaturale d'un espace peuplé de *Turcaret*.

59. Arch. dép. de Loire-Atlantique, 4E2/1366.

60. Arch. dép. de Loire-Atlantique, 4E2/173, rente constituée au denier 16, soit une rente annuelle de 375 livres ; 4E2/248/2, acte passé le 3 septembre 1657.

61. Arch. dép. de Loire-Atlantique, 4E2/250, cession faite le 28 avril 1659.

62. Arch. dép. de Loire-Atlantique, E 709, famille du Cambout, Jeanne Raoul, épouse de René du Cambout, ratifie le contrat le 23 juin 1657. La cession est convenue le 18 mai 1658.

63. Voir PONTET, Josette (dir.), *À la recherche de la considération sociale*, Bordeaux, 1999, 228 p.

64. Voir BAYARD, Françoise, « Un instrument de l'absolutisme et ses limites : les finances de l'État classique », dans MECHOULAN, Henri et CORNETTE, Joël (dir.), *L'État classique. Regards sur la pensée politique de la France dans le second XVII<sup>e</sup> siècle*, Paris, 1996, p. 201-221.

## RESUME

**César de Renouard est un notable nantais du premier xvii<sup>e</sup> siècle qui a fondé son ascension sur la carrière des offices de judicature et le maniement des deniers provinciaux et royaux. Ses alliances familiales, héritées ou choisies, ainsi que les étapes de sa trajectoire de la chambre des comptes de Bretagne au Conseil d'État et à la trésorerie générale des états provinciaux, traduisent la perméabilité entre les mondes de l'administration et de la finance. À l'instar de ses contemporains, il investit ses revenus dans la terre en concentrant ses acquisitions dans la région nantaise. Le magistrat financier affiche sa réussite de manière traditionnelle entre ses demeures seigneuriales et un hôtel particulier aménagé à grand frais. Étudier son existence permet de pénétrer au cœur du monde des élites bretonnes et de rendre compte des réalités sociales de son temps dans un contexte marqué par le développement de l'État moderne.**

## ABSTRACT

*César de Renouard, personality of Nantes, based its rise on the career of the offices of judicature and royal and provincial finances. Its alliances family, inherited or chosen, as well as the stages of its trajectory of the chamber of counts of Bretagne to the Council of State and the general treasury of the provincial states translate the permeability between the worlds of administration and finance. Like its contemporaries, he invests his money in the ground by concentrating its acquisitions in the Nantes area. The magistrate and financial man posts his success in a traditional way between his residences seigneuriales and an arranged private mansion with large expenses. To study its existence makes it possible to penetrate the Breton elite of the 17<sup>th</sup> century in the context of the development of modern state.*

